L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 12 SEPTEMBRE 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 12 SEPTEMBRE.

VENTE A L'ENCANDE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par Hoffman & Mark—au No 38 de la rue de Chartres, marchandises sèches étrangères et du pays, lingerie, bonneterie, coutellerie, quinine.

Par A. Fabre—dans sa nouvelle salle d'encan, rue de Chartres No 46, marchandises sèches, habillements bottes, souliers et chapeaux.

Par Tourné et Neuberger—à 10 heures et demie, aux magasins 86 et 87, rue Gravier, tout le stock de cigares, tabac à chiquer, à fumer et à priser, pipes, etc., sauvés du dernier incendie.

Par G. Léamont—à son magasin d'encan, chapeaux, habillements et chaussures.

Par René Gutierres — rue des Remparts, entre Commune et Conti, à 10 heures, beaux meubles en acajou et en bois de rose, porcelaine et verrerie, ustensiles déculinaire, etc.

Par McCorron & Co—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, deux terrains situés dans le Premier District, dans Pied compris entre les rues Dryades, Baronne, Lafayette et Girod.

BONNE MEUBLES. — Aujourd'hui, à 10 heures du matin, René Gutierres, encanteur, vendra au No 35, rue des Remparts, entre Conti et Commune, le contenu de la sudite résidence en composant de BEAUX MEUBLES en bois de rose, acajou et noyer, de salon et chambres à coucher. Aussi: UN BEAU PIANO bois de rose.

Nouvelles et Commentaires.

Nous ne voyons pas ce qui peut soulever tant d'indignation chez les Radicaux dans l'administration du président Johnson. N'a-t-il pas confié partout, au Sud, le commandement des Départements à des généraux dévoués au parti radical? Dans la Caroline du Sud, c'est le général Sickles qui commande; au Tennessee, le général Thomas; au Texas et en Louisiane, le général Sheridan; en Virginie, le général Terry; dans l'Alabama, le général Swayne. D'ici ont été rappelés le général Hurlbut et le général Canby qui, sans être démocrates, n'étaient pas radicaux; on a rappelé aussi le général Fullerton, en sorte que le Sud est évidemment livré à la surveillance d'autorités militaires qui ne l'aiment pas; et cela se fait d'une manière générale. Nous en avons pour preuve le nouveau refus opposé au commodore Raphael Semmes, qui, comptant sur la proclamation de paix du Président, avait demandé à exercer ses fonctions de juge de la cour des Preuves, à Mobile. Le général Swayne vient de lui répondre que nonobstant cette proclamation et le changement de circonstances, l'ordre qui le concerne ne s'adresse pas tant au juge de la cour des Preuves du comté de Mobile qu'à l'homme qui, pour certaines actes définis par la loi comme actes de trahison, et pour d'autres actes, reste sujet en tout temps à être mis sous garde, et que, par conséquent, l'ordre d'interdiction subsiste toujours envers lui. Cette réponse, après dix-huit mois de paix, n'est ni libérale ni démocratique.

La Convention républicaine de l'Etat de New-York, réunie à Syracuse pour nommer des candidats aux élections de novembre prochain, a voulu d'abord faire de la modération pour se rapprocher le plus possible de la Convention de Philadelphie, afin de favoriser l'élection des candidatures radicales, fort aventurées dans cet Etat. Mais elle n'y a pas tenu longtemps, et son naturel qu'elle voulait chasser est revenu au galop. Ainsi, après avoir voté que « Tous les cœurs généreux et patriotes demandent la plus prompte restauration de l'Union, qui soit compatible avec la justice et la sûreté nationale »—« que les relations des Etats avec le gouvernement peuvent être interrompues, mais non détruites, » elle déclare « qu'il appartient au pouvoir législatif de déterminer l'époque où les Etats pourront reprendre avec sûreté l'exercice de leurs droits et privilèges, suspendu par leur propre tort, et qu'une conduite opposée est fausse et pernicieuse. »

« Que l'absence continue de dix Etats est due à leur refus d'adopter certains changements dans la base de la représentation et de l'égalité des Etats au Congrès; qu'une demande d'admission sans cela ne peut être que suspecte; que l'amendement constitutionnel est une condition essentielle et que les Etats qui l'adopteront devront être admis au Congrès; que le Président, par ses propres déclarations, est convaincu lui-même d'usurpation de pouvoir et que sa politique encourage les perturbations dans le pays. »

D'après cela, toutes les doctrines radicales sont réaffirmées. Le Congrès seul a le droit de réhabilitation, — le Congrès du Nord seul, sans la participation du Sud; et toute prétention opposée est séditieuse et le Président criminel de vouloir autre chose, attendu que toute autre chose plongerait le pays dans le désordre. Voilà la pensée vraie de la Convention républicaine de Syracuse. Dans cette pensée nous lisons clairement d'avance la mise en accusation du Président et les élect ons d'automne ne lui sont pas favorables.

Les autorités municipales de Nashville avaient invité le président Johnson à visiter cette ville, mais il leur a répondu de Chicago que, bien que très touché de cette politesse, il regrettait cordialement de ne pouvoir y répondre, attendu que ses engagements le rappellaient à Washington sans lui permettre de s'écarter de l'itinéraire fixé avant son départ. Il n'est donc pas surprenant qu'il ne soit venu ni à Memphis ni à la Nouvelle-Orléans.

Du reste la tournée du Président a été assez longue et assez heureusement opérée pour produire quelque bon effet sur l'esprit public. Son voyage au Sud n'aurait aucune utilité, tout le Sud ayant nécessairement adopté sa politique. Nous voyons par les dépêches d'hier soir qu'il a été triomphalement accueilli sur toute la ligne de St-Louis à Indianapolis. Sa présence a excité un enthousiasme immense à Mattoun, Litchefield, Paris dans l'Illinois et à Terre Haute et Indianapolis dans l'Etat voisin. Il y a eu là une procession avec flambeaux. Un coup de pistolet a été tiré, dit le télégraphe, une personne tuée et plusieurs blessées. Ce fait, bien qu'hostile, prouve l'empressement extraordinaire avec lequel le monde s'est porté à la rencontre du Président.

S'il est excité moins d'intérêt ou qu'il n'ait du monde lieu qu'à cette curiosité banale qui s'attache en tous pays aux hommes investis d'un grand pouvoir, il est certain que les Radicaux n'en sont pas partout, au Sud, le commandement des Départements à des généraux dévoués au parti radical? Dans la Caroline du Sud, c'est le général Sickles qui commande; au Tennessee, le général Thomas; au Texas et en Louisiane, le général Sheridan; en Virginie, le général Terry; dans l'Alabama, le général Swayne. D'ici ont été rappelés le général Hurlbut et le général Canby qui, sans être démocrates, n'étaient pas radicaux; on a rappelé aussi le général Fullerton, en sorte que le Sud est évidemment livré à la surveillance d'autorités militaires qui ne l'aimentpas; et cela se fait d'une manière générale. Nous en avons pour preuve le nouveau refus opposé au commodore Raphael Semmes, qui, comptant sur la proclamation de paix du Président, avait demandé à exercer ses fonctions de juge de la cour des Preuves, à Mobile. Le général Swayne vient de lui répondre que nonobstant cette proclamation et le changement de circonstances, l'ordre qui le concerne ne s'adresse pas tant au juge de la cour des Preuves du comté de Mobile qu'à l'homme qui, pour certaines actes définis par la loi comme actes de trahison, et pour d'autres actes, reste sujet en tout temps à être mis sous garde, et que, par conséquent, l'ordre d'interdiction subsiste toujours envers lui. Cette réponse, après dix-huit mois de paix, n'est ni libérale ni démocratique.

La Convention républicaine de l'Etat de New-York, réunie à Syracuse pour nommer des candidats aux élections de novembre prochain, a voulu d'abord faire de la modération pour se rapprocher le plus possible de la Convention de Philadelphie, afin de favoriser l'élection des candidatures radicales, fort aventurées dans cet Etat. Mais elle n'y a pas tenu longtemps, et son naturel qu'elle voulait chasser est revenu au galop. Ainsi, après avoir voté que « Tous les cœurs généreux et patriotes demandent la plus prompte restauration de l'Union, qui soit compatible avec la justice et la sûreté nationale »—« que les relations des Etats avec le gouvernement peuvent être interrompues, mais non détruites, » elle déclare « qu'il appartient au pouvoir législatif de déterminer l'époque où les Etats pourront reprendre avec sûreté l'exercice de leurs droits et privilèges, suspendu par leur propre tort, et qu'une conduite opposée est fausse et pernicieuse. »

« Que l'absence continue de dix Etats est due à leur refus d'adopter certains changements dans la base de la représentation et de l'égalité des Etats au Congrès; qu'une demande d'admission sans cela ne peut être que suspecte; que l'amendement constitutionnel est une condition essentielle et que les Etats qui l'adopteront devront être admis au Congrès; que le Président, par ses propres déclarations, est convaincu lui-même d'usurpation de pouvoir et que sa politique encourage les perturbations dans le pays. »

D'après cela, toutes les doctrines radicales sont réaffirmées. Le Congrès seul a le droit de réhabilitation, — le Congrès du Nord seul, sans la participation du Sud; et toute prétention opposée est séditieuse et le Président criminel de vouloir autre chose, attendu que toute autre chose plongerait le pays dans le désordre. Voilà la pensée vraie de la Convention républicaine de Syracuse. Dans cette pensée nous lisons clairement d'avance la mise en accusation du Président et les élect ons d'automne ne lui sont pas favorables.

Les autorités municipales de Nashville avaient invité le président Johnson à visiter cette ville, mais il leur a répondu de Chicago que, bien que très touché de cette politesse, il regrettait cordialement de ne pouvoir y répondre, attendu que ses engagements le rappellaient à Washington sans lui permettre de s'écarter de l'itinéraire fixé avant son départ. Il n'est donc pas surprenant qu'il ne soit venu ni à Memphis ni à la Nouvelle-Orléans.

Du reste la tournée du Président a été assez longue et assez heureusement opérée pour produire quelque bon effet sur l'esprit public. Son voyage au Sud n'aurait aucune utilité, tout le Sud ayant nécessairement adopté sa politique. Nous voyons par les dépêches d'hier soir qu'il a été triomphalement accueilli sur toute la ligne de St-Louis à Indianapolis. Sa présence a excité un enthousiasme immense à Mattoun, Litchefield, Paris dans l'Illinois et à Terre Haute et Indianapolis dans l'Etat voisin. Il y a eu là une procession avec flambeaux. Un coup de pistolet a été tiré, dit le télégraphe, une personne tuée et plusieurs blessées. Ce fait, bien qu'hostile, prouve l'empressement extraordinaire avec lequel le monde s'est porté à la rencontre du Président.

S'il est excité moins d'intérêt ou qu'il n'ait du monde lieu qu'à cette curiosité banale qui s'attache en tous pays aux hommes investis d'un grand pouvoir, il est certain que les Radicaux n'en sont pas partout, au Sud, le commandement des Départements à des généraux dévoués au parti radical? Dans la Caroline du Sud, c'est le général Sickles qui commande; au Tennessee, le général Thomas; au Texas et en Louisiane, le général Sheridan; en Virginie, le général Terry; dans l'Alabama, le général Swayne. D'ici ont été rappelés le général Hurlbut et le général Canby qui, sans être démocrates, n'étaient pas radicaux; on a rappelé aussi le général Fullerton, en sorte que le Sud est évidemment livré à la surveillance d'autorités militaires qui ne l'aiment p